



Délibération n° 2026-031/SMTI du 30 septembre 2026

Relative à la décision modificative n°1 au budget 2026 du Syndicat Mixte de Transport Interurbain

Le comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n°99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 54 ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l'article 9 ;

Vu l'arrêté du Haut-commissariat n° 280/DIRAG/SAJ du 5 mars 2009 autorisant la création du syndicat mixte dénommé « syndicat mixte de transport interurbain de Nouvelle-Calédonie » ;

Vu la délibération n°2026-012/SMTI du 30 mars 2026 adoptant le budget primitif du syndicat mixte de transport interurbain pour l'année 2026 ;

Vu le rapport de présentation n° 2026-031/SMTI au Comité Syndical ;

Vu les statuts du syndicat mixte de transport interurbain,

Délibérant sur l'opportunité de procéder à la décision modificative n°1 du budget 2026 du Syndicat Mixte de Transport Interurbain,

A adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1 : Le Comité Syndical approuve la décision modificative n°1 au budget 2026 du syndicat mixte.

Article 2 : La balance générale de la décision modificative n°1 pour l'exercice 2026 se présente comme suit :

Dépenses - Section Fonctionnement			
Chap.	Art.	Libellé	DM1
011	611	Sous-traitance générale	- 10 000 000
011	617	Études et recherches	7 700 000
011	6251	Voyages et déplacements	- 2 000 000
011	6255	Frais de déménagement	- 110 333
011	6256	Missions	- 1 000 000
012	6288	Autres charges de gestion courante	3 110 333
023	023	Virement à la section d'investissement	2 300 000
Total			-

Dépenses - Section Investissement			
Chap.	Art.	Libellé	DM1
20	2031	Frais d'études	4 120 000
20	2051	Concessions et droits assimilés	3 500 000
20	2148	Constructions sur sol d'autrui	- 2 000 000
21	2181	Installations générales, agencements	- 420 000
Total			5 200 000

Recettes - Section Investissement			
Chap.	Art.	Libellé	DM1
021	021	Virement de la section d'investissement	2 300 000
13	1316	Subvention - autres établissements publics locaux	2 900 000
Total			5 200 000

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles R421-1 et R421-2 du Code de Justice Administrative, un délai de deux mois est disponible à compter de la notification et/ou de la publication de toute décision administrative pour former un recours gracieux ou un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Nouvelle Calédonie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Le président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain et le trésorier de la trésorerie des établissements publics de Nouvelle-Calédonie, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, transmise au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et aux présidents des assemblées des provinces Nord et Sud et publiée au *Journal Officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance, le 30 septembre 2026.

Le Président du comité syndical du syndicat mixte de transport interurbain,

OLIVIER CAPECCHI

Un membre,

FLORENTIN DEDANE